

Afghanistan : situation des membres des anciens « groupes de soulèvement populaire »

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 1^{er} novembre 2022

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : info@osar.ch

Internet : www.osar.ch

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2022 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Les forces de soulèvement populaire.....	4
2.1	Les forces de soulèvement populaire soutenues par l'ancien gouvernement.....	4
2.2	La milice hazara Jabha-ye Moqawamat	6
2.3	Les groupes de résistance anti-talibans depuis août 2021	6
3	Traitement par les talibans de personnes liées à des anciens groupes de soulèvement populaire et à des groupes de résistance	7
4	Sources:	8

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Qu'est-ce que le groupe Khizesh/Kiseshe Mardomi ? Que signifie son nom ? Par qui et à quelle époque a-t-il été fondé ? Quelle était/est sa période d'activité ? Comment ses membres sont-ils recrutés ?
2. Quel est le lien entre les mouvements Khizesh/ Kiseshe Mardomi et Ahmad Massoud ?
3. De quelles informations dispose-t-on sur le groupe Jebghe Moghavemat ? S'agit-il du groupe Jabha-ye Moqawamat sous une autre appellation ?
4. Quelle est l'attitude des talibans envers les personnes qui ont servi dans ces mouvements ? Existe-t-il des rapports, des articles de journaux ou des témoignages de personnes qui ont subi des persécutions (après août 2021) en raison de leur appartenance antérieure aux mouvements ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Afghanistan depuis plusieurs années.¹ Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Les forces de soulèvement populaire

2.1 Les forces de soulèvement populaire soutenues par l'ancien gouvernement

Les forces de soulèvement populaire ont été mises en place par l'ancien gouvernement dès 2012 comme des forces anti-insurrectionnelles pour combattre les talibans ou l'État islamique. Les appellations de ces groupes variaient. Près de 60 groupes présents dans 17 province en 2017. Selon un rapport conjoint du *Afghanistan Analysts Network* (AAN) et du *Global Public Policy Institute* (GPPi), deux groupes de réflexion indépendants, le terme « Forces de soulèvement populaire » (*khezesh-e mardomi* en persan) date de 2012 et a été attribué aux talibans qui l'ont utilisé pour désigner les forces anti-insurrectionnelles locales soutenues par le gouvernement afghan, et plus spécifiquement par son agence de renseignement, la Direction nationale de la sécurité (NDS) (AAN & GPPi, juillet 2020). Selon *Lutfi Rahimi*, chercheur à l'Institut Biruni et professeur assistant d'économie à l'Université américaine d'Afghanistan, le gouvernement a été impliqué dans la création de ces groupes qui portaient différents noms, tels que les forces de soulèvement populaire « Khezesh e Mardomi » ou « Harbaki » (*Lutfi R Rahimi*, janvier 2021). Selon *Clark & Osman*, dans la province de Nangarhar, la NDS a mis en place des « forces de soulèvement populaire » qui ont avaient différentes appellations locales, comme « Khezesh-e Mardomi » et « Patsunian ». Dans le sud de la province, elles étaient connues sous le nom de « Hemayat-e Mardomi » ce qui signifie « Soutien du peuple ». Ces forces ont été armées par le Ministère de la Défense (*Clark &*

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

Osman, 2017). Citant le site d'information *TOLO News*, l'*Office français de protection des réfugiés et apatrides* (OFPRA) indique qu'en 2017, des groupes de soulèvement populaire existaient dans 17 provinces. Selon le journal *Le Monde*, également cité par l'OFPRA, le nombre de milices atteignait 60 (OFPRA, 2 juin 2021). Selon le rapport de AAN & GPPI, dans certaines régions du pays, par exemple dans la province de Nangarhar, ces forces étaient plus présentes et actives que l'Afghan Local Police (ALP). Elles combattaient notamment l'État islamique (EI/Daesh) (AAN & GPPI, juillet 2020).

Les forces de soulèvement populaire étaient formées et soutenues par le gouvernement mais levées par des chefs locaux. Recrutement des membres sur une base volontaire. Pas d'existence légale. Fonctionnement opaque. Selon l'OFPRA, l'objectif des groupes de soulèvement populaire était « d'occuper l'espace » dans les endroits reculés du pays où les forces de sécurité régulière ou même l'ALP étaient absentes (OFPRA, 18 janvier 2022). L'AAN indique que les forces de soulèvement populaire étaient des rébellions censées être organisées spontanément par les habitant-e-s contre les insurgés talibans, mais qu'en réalité elles étaient formées et soutenues par la Direction nationale de la sécurité (NDS) et/ou par la Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG) (AAN, 19 juillet 2018). Selon *Clark & Osman*, les forces de soulèvement populaire étaient financées par la NDS et levées par des détenteurs du pouvoir local. Ces chefs locaux ont joué un rôle crucial, voire primordial dans leur formation (*Clark & Osman*, 2017). Selon l'OFPRA, plusieurs organismes gouvernementaux étaient impliqués dans la gestion des groupes de soulèvement populaire. Le NDS demandait à des responsables locaux de désigner des combattants, dont il examinait les candidatures. Les fonds étaient accordés par l'IDLG et le Ministère de la Défense fournissait des armes. Le commandement opérationnel des groupes incombait au NDS et à l'ANP (OFPRA, 18 janvier 2022). L'OFPRA indique également que les membres des forces de soulèvement populaire étaient recrutés sur une base volontaire. Dans le district d'Achin, province de Nangarhar, un grand nombre de membres de ces milices étaient des volontaires qui avaient perdu des membres de leur famille ou de leur communauté dans des combats avec l'EI/Daesh. Même si leur salaire était payé par le NDS, les milices n'avaient pas d'existence légale. Elles fonctionnaient également de manière très opaque (OFPRA, 2 juin 2021). D'après le rapport de AAN & GPPI, il existe peu d'informations sur ces groupes en termes d'effectifs, de coût, d'armement ou de modes de sélections des commandants. Dénuées de base légale et sans mécanisme formel de responsabilité, ces forces auraient été principalement financées par la CIA (AAN & GPPI, juillet 2020).

L'Afghan Local Police (ALP), une force de défense mise en place par les États-Unis en 2010 et dissoute en septembre 2020. Selon l'*International Crisis Group* (ICG), l'ALP était une force de défense locale créée en 2010 par les États-Unis pour contrer les insurgés talibans et qui est devenue un élément important de l'appareil de sécurité afghan. Les unités de l'ALP étaient peu réglementées et se situaient en dehors de la structure des forces de sécurité nationales afghanes (ANSF) (ICG, 1^{er} juin 2015). Dans un rapport d'octobre 2021, l'OSAR rapporte que les États-Unis ont cessé de financer l'ALP le 30 septembre 2020. Cette force comptait alors 18 000 hommes dans 31 des 34 provinces du pays. L'ALP a été dissoute avec un tiers de ses membres intégrés au sein de l'Afghan National Police (ANP), un tiers transféré à l'Afghan National Army - Territorial Force (ANA-TF) et un tiers mis à la retraite (OSAR, 31 octobre 2021).

2.2 La milice hazara Jabha-ye Moqawamat

Jabha-ye Moqawamat, une force de soulèvement populaire créée en 2015 par le commandant Alipur pour défendre les Hazaras contre l'EI/Daesh et les talibans. Arrestation, puis rapide libération d'Alipur en 2018. Combats entre le groupe et les forces gouvernementales en 2021. Dans un rapport de février 2021, l'OSAR indique que le groupe Jabha-ye Moqawamat est une force de soulèvement populaire qui a été mise en place en 2015 par les Hazaras en réaction à une augmentation des attaques de la part de nomades Kuchi, de l'EI/Daesh et des talibans. Les attaques de ces derniers ont notamment augmenté entre 2015 et 2016, en particulier dans la province de Maidan Wardak. Parallèlement, les assassinats ciblés de Hazaras par l'EI/Daesh ont également augmenté. Les Hazaras ont organisé ce mouvement d'autodéfense, pour pallier à l'absence de protection offerte par le gouvernement afghan. Le groupe Jabha-ye Moqawamat a été créé sous la direction d'Abdul Ghani Alipur, un Hazara chiite du district de Behsud dans la province de Maidan Wardak. Il comptait environ 150 hommes qui combattaient les talibans dans les provinces de Ghor, Daikundi, Ghazni et Maidan Wardak. L'AAN, cité par l'OSAR, a décrit le Jabha-ye Moqawamat comme un groupe d'autodéfense armé autonome hazara. Selon l'AFP, également cité par l'OSAR, le groupe se targue de patrouiller sur les routes et de mener des raids sur des zones contrôlées par les talibans afin d'enlever des parents de talibans qui ensuite serviraient de monnaie d'échange pour la libération d'otages hazara (OSAR, 17 février 2021). En 2018, le gouvernement afghan a accusé Alipur d'être à l'origine d'un groupe armé illégal et d'être impliqué dans activités criminelles telles que l'extorsion et le harcèlement de la population, l'extorsion de commerçants et les attaques contre les forces de sécurité. En novembre 2018, Alipur a été arrêté. Son arrestation a déclenché des manifestations à Kaboul, Bamiyan et Mazar-e-Sharif de la part des Hazaras qui ont demandé sa libération. En raison de protestations et avec le soutien de leaders hazara influents, Alipur a été libéré à peine deux jours après son arrestation. En janvier et février 2021, des combats ont été rapportés entre des miliciens armés commandés par Alipur et les troupes gouvernementales pour le contrôle d'un centre de district à Maidan Wardak. Des manifestations contre la présence des forces de sécurité ont dégénéré, engendrant la mort de onze civils. Le gouvernement afghan a rendu les hommes illégalement armés d'Alipur responsables de la violence, tandis que les politiciens locaux et Alipur ont rendu la police responsable de la violence (OSAR, 17 février 2021).

2.3 Les groupes de résistance anti-talibans depuis août 2021

Emergence de groupes de résistance anti-talibans après la prise de pouvoir des talibans en août 2021, souvent composés de membres des anciennes forces de sécurité. Selon *Foreign Policy* (FP), la résistance contre les talibans est disparate et composée de plusieurs groupes qui ont déclaré prendre les armes contre les talibans. Aux côtés du Front national de résistance (FNR), mené par Ahmad Massoud et qui combat dans la vallée du Panjshir et dans la province de Baghlan, il existe d'autres groupes non-affiliés, comme le Front de la liberté de l'Afghanistan et un autre groupe dirigé par l'ancien chef de guerre et ancien politicien Atta Mohammad Noor (FP, 12 mai 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 31 octobre 2022 par une *personne de contact qui est un spécialiste reconnu de l'Afghanistan*, le FNR est un groupe majoritairement tadjik. Il est ainsi peu probable que des milices de résistance hazara se joignent à ce mouvement. En juin 2022, l'*Anadolu Agency* (AA), rapportait les propos d'un chef de milice de soulèvement populaire de la province de Parwan, selon lequel le processus de formation de « Forces de soulèvement populaire » prenait de l'ampleur

dans plusieurs provinces du pays. Ce chef aurait demandé aux mouvements de résistance des provinces voisines de Kapisa et Panjshir de fournir au moins 10 000 hommes pour lutter contre les talibans. Selon AA, des fronts de résistance similaires composés de 100 ou 200 hommes émergent dans les provinces du sud et de l'est. Selon le gouverneur du district d'Arghandab, province de Kandahar, les hommes des groupes se joindront à la police et à l'armée nationale afghanes dans leur lutte contre les talibans (AA, 24 juin 2022).

3 Traitement par les talibans de personnes liées à des anciens groupes de soulèvement populaire et à des groupes de résistance

Avant leur prise de pouvoir, les talibans considéraient les « forces de soulèvement populaire » comme une menace sérieuse. Recours à une violence extrême contre leurs membres, ainsi que les membres de leur famille. Une personne affiliée à une milice d'autodéfense hazara pouvait être ciblée par les talibans si elle était perçue comme collaborant avec l'ancien gouvernement. Selon l'AAN, les forces de soulèvement populaire, aussi bien que l'ALP, représentaient une menace sérieuse pour les talibans, ce qui a amené ces derniers à prendre des mesures extrêmes à leur rencontre – diffamation et tentatives d'anéantissement puis cooptation. Il n'y avait pas pour les talibans de distinctions dans le traitement des forces de soulèvement populaire ou de l'ALP ; les deux étant considérés comme des milices pro-gouvernementales indisciplinées et abusives. L'AAN discerne trois phases dans l'approche de ces milices par les talibans. Dans un premier temps, les talibans les ont rejetés. Ils ont ensuite eu recours à une violence extrême et à la diffamation pour les anéantir. Finalement, les talibans ont tenté de les coopter en gagnant la confiance des policiers et des membres de ces milices. Selon l'AAN, les actes de violence commis par les talibans à l'encontre des personnes membres de l'ALP et des groupes de soulèvement étaient à la fois intenses et intimes, et bien pire que ceux commis à l'encontre des forces non locales. Cette violence s'est étendue aux membres de la famille et à d'autres personnes civiles alliées de l'ALP (AAN, 19 juillet 2019). Dans un rapport de novembre 2020, l'OSAR indiquait, sur la base d'informations fournies par une personne de contact spécialiste de l'Afghanistan, qu'il était possible qu'une personne affiliée à une milice d'autodéfense hazara soit ciblée par les talibans, même si cette personne ne tenait pas un rôle de combattant. La position officielle des talibans était qu'ils ciblaient en priorité les personnes qui travaillaient ou qui collaboraient avec le gouvernement afghan. Ainsi, les talibans estimaient que si une personne était affiliée à un groupe qui travaillait pour, ou soutenait, le gouvernement, alors celle-ci devenait une cible légitime (OSAR, 19 novembre 2020).

Attaques des talibans dans la province de Maidan Wardak contre des habitant-e-s soupçonné-e-s de liens avec Alipur, le commandant hazara des forces de soulèvement populaire. Selon le site d'information *Hasht-e Subh Daily*, à la fin du mois d'octobre 2022, les talibans ont lancé une attaque majeure dans le district de Behsud, dans la province de Maidan Wardak, contre des habitant-e-s accusé-e-s de coopérer avec Alipur. Les habitant-e-s étaient notamment accusé-e-s par les talibans de dissimuler des armes du commandant dans leurs maisons. Les talibans auraient tué un civil, blessé onze autres et incendié quinze maisons. Des dizaines de familles auraient fui vers les montagnes (*Hasht-e Subh Daily*, 24 octobre 2022). En janvier 2022, la *Khaama Press Agency* rapportait que les talibans avaient trouvé

dans le district de Behsud des caches d'armes et de munitions qui appartenaient au commandant Alipur. Les talibans ont déclaré qu'ils effectuaient des recherches supplémentaires dans la région et averti qu'ils ne permettraient à personne de s'engager dans des activités armées contre eux (*Khaama Press Agency*, 17 janvier 2022).

Depuis leur prise de pouvoir, les talibans ont averti que les personnes impliquées dans des milices de résistance armée seraient sévèrement punies. Selon l'*Anadolu Agency* (AA), en juin 2022, les talibans ont lancé une mise en garde contre ceux qui forment des milices, avertissant que « *Les individus qui continuent à attiser les flammes de la guerre et des conflits dans le pays, à armer les Arbakis (milices) au nom de la défense ou à exploiter les gens du peuple au nom des soulèvements pour maintenir leur emprise illégitime sur le pouvoir, doivent savoir que l'attitude de l'Émirat islamique à leur égard sera sévère et qu'ils seront privés d'amnistie.* » (AA, 22 juin 2022).

Risque élevé d'exécutions extrajudiciaires pour les personnes affiliées à l'ancien gouvernement, les Hazaras/Chiites liés aux anciens groupes de soulèvement populaire et les combattants du FRN. Exactions contre la population civile par exemple dans le Panjshir. Selon *Amnesty International* (AI), des milliers d'Afghan-e-s courent le risque de subir les représailles des talibans, y compris des exécutions extrajudiciaires, notamment ceux qui sont affiliés à l'ancien gouvernement, et en particulier les Hazaras/Chiites ou ceux qui combattent avec le Front de résistance nationale (FRN). En juin 2022, les talibans ont tué six Hazaras lors d'une attaque menée dans la province de Ghor. Quatre hommes ont été arrêtés et exécutés illégalement lors d'un raid nocturne. Celui-ci s'est également soldé par la mort d'une femme et d'une fille de douze ans. Pour AI, cette opération s'inscrit dans un schéma plus large d'assassinats ciblés illégaux de personnes considérées par les talibans comme des ennemis, en l'occurrence des membres de la communauté hazara et des personnes associées à l'ancien gouvernement afghan. Un des hommes arrêtés, puis exécuté par les talibans, Mohamad Muradi, était un Hazara, responsable de la sécurité sous l'ancien gouvernement et qui entre 2020 et 2021 avait dirigé un groupe de soulèvement populaire contre les talibans. Les trois autres hommes arrêtés puis exécutés par les talibans étaient des anciens membres du groupe dirigé par Muradi qui n'avaient plus pris part dans les combats depuis un certain temps (AI, 15 septembre 2022). Selon *Foreign Policy* (FP), dans le Panjshir, les talibans pratiquent la politique de la terre brûlée commettant selon des témoignages des atrocités contre les habitant-e-s soupçonné-e-s d'aider les groupes de résistance. Les talibans auraient rassemblé des hommes de la région pour les aider à localiser les forces de résistance, puis les auraient tués (FP, 12 mai 2022).

4 Sources:

AAN & GPPi, juillet 2020°:

« *An even more significant spinoff of the local force idea embedded in the ALP are the **Popular Uprising Forces** (wulusi patsunin in Pashto; khezesh-e mardomi in Persian). The name 'Uprising Forces' was coined by a group of Taleban who rebelled against the movement in Andar in Ghazni province in 2012, events which are described fully in the Andar case study below. Since then the term 'Uprising Forces' has come to describe local, counter-insurgency forces that are supported by the NDS; this programme is far less transparent*

than the ALP. In some areas, Uprising Forces appear more active and present than the ALP. For example, since mid-2017, they have proliferated in Nangrahar province as part of an overall ramp-up in Afghan and international operations against the local 'franchise' of the Islamic State, known as the Islamic State in Khorasan Province (ISKP).

As of the summer of 2019, there were Uprising Forces in ten districts of Nangrahar, and they appeared to be much more visible and active than the ALP units in the province (in theory, some 19 units).

The Uprising Forces have been used more frequently since 2015, under the National Unity Government. Their greater proliferation and activity might suggest some tacit policy decision to make them more than an ad hoc response to Taleban violence. They do not appear to have risen to a systematised, nation-wide programme like the ALP. However, there is little publicly available information about this force in terms of force strength, cost, weaponry, training, locations, or how commanders and locations are chosen. There is also no known formal mechanism of accountability and, as UNAMA has pointed out, they "have no legal basis under the laws of Afghanistan."¹⁷³ The NDS' main sponsor is the CIA, and so it is assumed that some of these CIA funds go to NDS-backed Uprising Force units, although it is unclear how much. » Source : Afghanistan Analysts Network (AAN) & Global Public Policy Institute (GPPi), Ghosts of the Past: Lessons from Local Force Mobilisation in Afghanistan and Prospects for the Future, juillet 2020 : www.ecoi.net/en/file/local/2032813/publication-draft13-1.pdf

AAN, 19 juillet 2018°:

« Another type of local force also emerged from 2012 onwards. So-called 'uprising forces' (patsunian in Pashto and khezesh in Persian) were supposedly spontaneously rebellions organised by locals against the insurgency, although they usually turned out to have been prompted by or were soon supported/co-opted by the National Directorate of Security (NDS) and/or Independent Directorate of Local Government (IDLG).[...]

Locally-recruited forces – both ALP and uprising groups – have posed a serious enough threat to the Taleban for them to take extreme measures against them – vilification and attempts at annihilation and, more recently, co-option. [...]

There is no clear, spelled-out, top-down Taleban policy on arbaki – the Taleban refer to both the ALP and uprising groups with this term used in its contemporary sense as an undisciplined and abusive, pro-government militia. (5) Also, as always in Afghanistan, local dynamics vary. Nevertheless, when looking at what happened in the studied districts, similarities in Taleban attitudes and behaviour become very evident. We argue that there were three phases in the insurgents' approach to community defence forces: initially, the Taleban dismissed them, then used extreme violence and vilification to try to annihilate their new enemy and finally, embarking on a 'softly-softly' approach of counter counter-insurgency trying to co-opt and defuse the ALP and uprising groups by winning over individual police and fighters and their communities. These three phases are looked at in detail below. [...]

For example, in Andar in Ghazni province, where an uprising force emerged in 2012, Taleban fighters in the summer of that year mobilised a disproportionately huge force to

encircle an uprising stronghold, a qala (fort) in Qadamkhel village, with the aim of eliminating their enemy within. The siege failed, but only because it was broken by ANSF and US forces. [...]

In all the studied districts, especially in Shajoy in Zabul through 2012-13 and Muqur in Ghazni in 2013-14, the Taleban also raided houses of off-duty ALP and uprising members or grabbed them from, for example, wedding ceremonies, killing them on the spot. [...]

A second tactic, and one that marked out the Taleban versus ALP conflict from more general patterns of violence seen in the insurgency, was the level of violence meted out by the Taleban against civilians connected to the ALP. This sometimes amounted to collective punishment. For example, in a few cases, the Taleban in Andar killed almost all adult male members of families involved in an uprising or ALP unit, including in one case during this period, an old man who was clearly a non-combatant. One of the leaders of the Andar uprising, former Taleb Mullah Rahmatullah lost at least five members of his family, including his father and a brother, between 2013 and 2014. [...]

The violence directed by the Taleban towards the ALP and uprising groups was both intense and intimate, far worse than the violence directed towards non-local forces. It spilled out to hurt family members and other ALP-aligned civilians and broke taboos of Afghan warfare. Mobilising such forces fundamentally changed the nature of the conflict locally because fighting those you know is different from either fighting foreign soldiers or Afghans from outside your area. Source : Afghanistan Analysts Network (AAN), Enemy Number One: How the Taleban deal with the ALP and uprising groups, , 19 juillet 2018 : www.afghanistan-analysts.org/enemy-number-one-how-the-taleban-deal-with-the-alp-and-uprising-groups/

AA, 24 juin 2022 :

« With the new defense and interior ministers taking charge this week, the process of forming “popular uprising forces” gained momentum.

“We have communicated to the ‘Jihadi’ leaders in neighboring provinces of Parwan, Kapisa, and Panjshir to provide at least 10,000 men each for resistance against the Taliban,” Noor Habib, an uprising force leader in the northern Jabal Siraj district told Anadolu Agency.

He said needs for arms and other resources would be assessed and the militiamen would be properly registered.

Similar anti-Taliban fronts are emerging in the southern as well as eastern provinces as the Taliban’s advance seems more focused on the northern provinces at the moment.

The latest observation by Long War Journal, an American news website, suggested that out of 398 districts in Afghanistan, the Taliban now control 107 while the government controls 92 and some 199 remain contested between the two. According to the population, an overwhelming majority of Afghans, nearly 12 million, live in the government-controlled areas, around 6 million in areas under the Taliban control, while some 15 million people live in the contested areas.

"The entire family of persons providing support to the Taliban would be expelled from the area," says a declaration by the uprising forces in the eastern Nangarhar province.

"At least 200 men in Guzara district of Herat have taken up arms and are standing shoulder-to-shoulder with the security forces against the Taliban," announced the governor's office in the western Herat province bordering Iran.

In the restive southern Kandahar province, described as the hub of the Taliban movement in the 1990s, a 100-member uprising force has emerged in the Arghandab district.

District Governor Mohammad Sharif Rasuli told Anadolu Agency that the men are well-armed and will be paid a special salary. "They will be deployed in five key areas of Arghandab, and will fight alongside the Afghan police and the Afghan National Army against the Taliban." [...]

The Taliban also issued a stern warning on Wednesday against those forming the militias.

"Those individuals who are still fanning the flames of war and conflict in the country, arming Arbakis (militias) in the name of defense or exploiting common people in the name of uprisings to maintain their illegitimate hold on power, should know that the attitude of the Islamic Emirate towards them will be stern and they will be deprived of amnesty.

"Hence, they should refrain from engaging in hostile activities and the general public should also stop and not place their children in the service of such war-mongering circles," said the group in a statement.» Source: Anadolu Agency (AA), Afghan government turns to local militias to counter advancing Taliban, 24 juin 2021: www.aa.com.tr/en/asia-pacific/afghan-government-turns-to-local-militias-to-counter-advancing-taliban/2283820.

AI, 15 septembre 2022 :

« Taliban fighters killed six Hazara people in a deliberate attack on the ethnic minority group in Afghanistan's Ghor province, Amnesty International said today following a new investigation.

On 26 June 2022, the Taliban detained and unlawfully executed four men during a night raid operation in search of a former security official. The body of at least one of those executed showed signs of torture. A woman and a 12-year-old girl were also killed during the raid.

The attack is part of a wider pattern of unlawful targeted killings of people whom the Taliban perceives as adversaries, in this case being both members of the Hazara community and those who were associated with the former Afghan government. [...]

On the night of 26 June 2022, Taliban forces raided the home of Mohamad Muradi, a Hazara man and security official under the former government who had also previously

led a People's Uprising Program force – a local militia – against the Taliban in 2020 and 2021.

Muradi had recently returned to his home in Chahar Asyab, in the Lal wa Sarjangal district in Ghor province, after failing in an attempt to flee to Iran, and then hiding in other cities around the country. Like many who had been involved in Taliban opposition, Muradi had not taken up the offer of a personalized 'amnesty letter' – often issued to former security and government officials, offering permission to return home in exchange for a promise to lay down arms – due to the fear of reprisal attacks by the Taliban.

Witnesses told Amnesty International that, on the night of the attack, Taliban forces fired rifles and rocket-propelled grenades at Muradi's home, killing Taj Gul Muradi, his 22-year-old daughter, who had studied medicine and had been providing health care in the community. The attack wounded Muradi and two of Muradi's other children, a son and his 12-year-old daughter. The girl suffered severe stomach injuries and died the next day.

Muradi's left leg was injured, and he surrendered to Taliban forces through the intervention of local elders. However, the Taliban then dragged him outside of the house and shot him dead. An analysis of photos of Muradi's body shows damage to the front of his shirt, indicating a likely chest wound, and an exit wound in his forehead.

Amnesty International reviewed photos and videos that show damage to Muradi's home consistent with witness testimony. The images were also geolocated by analyzing visible features – including vegetation, nearby pavements and the buildings' layout – and satellite imagery.

Three other men who had been staying at Muradi's home were detained and then extrajudicially executed. Two of them, like Muradi, had previously been members of the People's Uprising Program force, though none had taken part in fighting with the militia for some time.

Ghulam Haider Mohammadi, Muradi's nephew, had been visiting relatives. Photos of Mohammadi's body indicate that he was executed with at least one gunshot to head, while kneeling and with his hands bound behind him. Locals found his body approximately 50 meters from Muradi's home, left between some rocks in a tree-covered area.

Witnesses told Amnesty International that the other two victims – named Asif Rezayee and Arif Sangaree – were put in a vehicle and driven away to be killed in a separate location. The bodies of the two men were later discovered in an uninhabited part of Tak-eghal, more than 30 minutes' drive from where they were initially detained.

Asif Rezayee had been living in Kabul but had returned to his home village a few days prior to visit family members. Rezayee was executed by gunfire while his hands were cuffed behind his back. Photos and a video of his body show four distinct gunshot wounds, to the head, chest, right thigh, and left hand. Based upon the nature of the wounds, apparent bullet trajectory, and gun powder stains, the wounds to the leg and hand were done at close range prior to execution. Such intentional infliction of pain on a bound detainee constitutes torture, a crime under international law.

Photos indicate that Arif Sangaree was also executed while bound and detained, with at least one close range shot to the head. One of the photos posted by the Taliban to Facebook, claiming credit for the successful operation, shows Sangaree with a significant facial wound surrounded by fresh bright red arterial blood, indicating the Taliban took the photo immediately after his death. In contrast, photos provided by people who discovered the body show Sangaree with the identical wound, but the blood dark and dried, meaning time had passed.

The Taliban news sources that posted the image of Arif Sangaree's body described the night raid as a "targeted operation" that culminated in a fight between "rebels" and "Mujahideen", or the Taliban. The account claimed seven rebels had been killed, detained and wounded, and that one Taliban member was killed, with two others wounded.

*To justify the deaths, the statement went on to say that the raid had occurred after fighters associated with Mawlavi Mahadi, the Hazara leader of a Taliban defector group, had attacked the Taliban in Balkhab district of Sar-e-Pul province, and then fled and established themselves in the village of Chahar Asyab. This Taliban statement is incorrect. While this fighting has been documented by the UN Special Rapporteur on the situation in Afghanistan in his 6 September 2022 report, which includes cases of Taliban executions of fighters hors de combat, Muradi and his family members were not members of Mahadi's group or taking part in this round of attacks. Rather, **Amnesty International believes the Taliban justification is a pretext for targeting ethnic minorities and soldiers associated with the former government. [...]***

*The Taliban seized power in Afghanistan following the collapse of the government in mid-August 2021. Amnesty International has called for the protection of thousands of Afghans at serious risk of Taliban reprisals. **There have been numerous cases of raids and extrajudicial executions targeting those the Taliban perceives as adversaries – those affiliated with the former government particularly Hazaras/Shias or those fighting with the National Resistance Front (NRF).** » Source: Amnesty International (AI), Afghanistan: Taliban torture and execute Hazaras in targeted attack – new investigation, 15 septembre 2022 : www.ecoi.net/en/document/2078710.html.*

Clark & Osman, 2017 :

*« **Local fighters, by contrast, have made a name for being effective, aggressive against the enemy and, unlike other places, not particularly abusive of the population. They are under arms as members of the Afghan Local Police (ALP), the Afghan National Border Police (ANBP) and other, mostly local, 'uprising forces' funded by the National Directorate for Security (NDS) and raised by local powerbrokers. Here, the proposal to establish an Afghan Territorial Army (ATA) would seem to be a consolidation and regularisation of what is already happening on the ground, bringing informal 'uprising' militia forces into an official tashkil (personnel roster) and to place them under formal Afghan National Army (ANA) command.***

The current militia forces in southern Nangrahar were part of an experimental drive in 2015 by the NDS to set up 'popular uprising forces' (going under various local names, including Khezesh-e Mardomi and Patsunian, but in southern Nangrahar called the Hema-yat-e Mardomi or People's Support) (read more here). They received arms from the Ministry of Defence, not just light, but also heavy weaponry, including pika (PK machine guns), dashaka (DShK heavy machine guns) and rocket-propelled grenades.

This may sound like the state established these militias. However, local power brokers have been crucial or even primary in their formation. Foremost among these powerbrokers is Haji Abdul Zaher Qader, MP and former deputy speaker of the parliament and, among other senior positions in the Afghan police force, a former border police chief in Badakhshan and Takhar. He is one of the most powerful men in Nangrahar and, currently, the most powerful member of the influential Arsala clan, a prominent mujahedin family which fought with the Hezb-e Islami Khales faction (now largely defunct as a political party). Haji Zaher has forces in the uprising militias, as well as the ALP and ANBP in Achin, Nazyan and Kot districts. Earlier in the summer, he pressed for long-term support and more equipment from the government for an anti-Daesh militia in the province. » Source: Clark, K., & Osman, B, More Militias? The Proposed Afghan Territorial Army in the Fight Against ISKP [Part 2], p.2: www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/53877/ssoar-indrastraglobal-2017-clark_et_al-More_Militias_The_Proposed_Afghan.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

FP, 12 mai 2022 :

« Although anti-Taliban resistance is disparate, a number of groups have declared their willingness to take up arms against the Islamists who seized power last August, after the United States led a Western withdrawal and the Afghan government collapsed after 20 years of international support. [...]

If the Taliban have some divisions, the resistance has chasms. The National Resistance Front (NRF)—formed after the Taliban’s victory last year and led by Ahmad Massoud, alongside the former vice president of the failed republic, Amrullah Saleh—says it is fighting in the Panjshir Valley and the Andarab district in Baghlan province. The resistance claims success in “liberating” some districts and causing high Taliban casualties; evidence, however, is not forthcoming. NRF leaders were not available for comment.

Other nonaffiliated groups, like the Afghanistan Freedom Front and a group led by the former warlord-politician Atta Mohammad Noor, are also fighting in the north. The Jamiat-e Islami party, led by Salahuddin Rabbani, a former deputy foreign minister and son of a former president, made a rare statement imploring the United Nations Security Council and international community not to “ignore the growing crimes of the Taliban.” Afghanistan Freedom Front accused the Taliban of war crimes and genocide, and it said they continue to abduct and kill civilians.

But such appeals are fruitless, said another security source who expected Taliban brutality to escalate as the group, comprised of terrorists in most senior positions, “revert to type.”

“The Taliban’s modus operandi is rule through violence. They don’t care about humanity and basic rights. They don’t allow girls to go to school or women to wear what they want,” he said, speaking anonymously because he was not authorized to speak to the press. “Appealing to them to adhere to international law is pointless.”

The Taliban, mostly Pashto-speaking southern Sunnis, have been accused of ethnic cleansing by targeting Tajiks and Shiite Hazaras. Social media has erupted in recent days with accusations that the Taliban are committing atrocities against Panjshiris, who are ethnically Tajik Persian speakers. Photographs and videos that have appeared on

social media feeds are not immediately verifiable, but many Afghans inside and outside the country have provided harrowing accounts of killings of unarmed people of all ages.

In the meantime, the Taliban are trying to scorch the earth—and the populace—in Panjshir. Amin and other sources said residents in some areas of Panjshir have not been allowed outside their homes to buy food or collect their dead for burial. The Taliban have rounded up local men to help them locate resistance forces and then killed them, Amin said. Relatives and friends in his home district shared photographs and video of what he said were Taliban atrocities, with some people forced from their homes and shot to death as well as having their homes burned.

Zalmai Nishat, a former public policy advisor to the Afghan government, said the Taliban's tactics are aimed at obliterating any opposition. "The tactic is to scare them and scar them, with beatings, killings, and gang rapes of women, so that the Panjshir, Andarab, and other areas do not become a center of resistance," he said. » Source: Foreign Policy (FP), The Afghan Resistance Is Still Fighting, 12 mai 2022: <https://foreignpolicy.com/2022/05/12/afghan-istan-resistance-taliban-clashes/>.

Hasht-e Subh Daily, 24 octobre 2022 :

« The Taliban have accused the residents of Behsud district in Maidan Wardak province of cooperating with Alipur, the former local commander, and have launched a large-scale attack on this district.

In an interview, local sources said that the Taliban fighters have been present in Behsud district for the past three days.

The Taliban have accused the local residents of concealing the weapons of commander Alipur in their houses. The claim however has been rejected by the residents.

The Taliban have so far killed one civilian, injured 11 others, and set on fire 15 residences, sources said.

Due to the violence of the Taliban, dozens of families have reportedly fled to the mountains. The residents said that if the situation is not addressed, it is possible that the fleeing people will die due to exposure to cold weather.

The sources meanwhile added that the Taliban have also cut off the telecommunications and internet services in this area.

More details however are not available on the situation of the area.

The Taliban members have not yet commented on the matter. » Source: Hasht-e Subh Daily, Taliban Kill One Civilian, Injure 11 and Set on Fire 15 Homes in Behsud District, Maidan Wardak, 24 octobre 2022: <https://8am.media/eng/taliban-kill-one-civilian-injure-11-and-set-on-fire-15-homes-in-behsud-district-maidan-wardak/>.

ICG, 1er juin 2015 :

« **The Afghan Local Police (ALP) began as a small U.S. experiment but grew into a significant part of Afghanistan's security apparatus. In hundreds of rural communities, members serve on the front lines of a war that is reaching heights of violence not witnessed since 2001, as insurgents start to credibly threaten major cities. The ALP also stand in the middle of a policy debate about whether the Kabul government can best defend itself with loosely regulated units outside the Afghan National Security Forces (ANSF) structure. The mixed record suggests that the ALP contribute to security where local factors allow recruitment of members from the villages they patrol and where they respect their own communities. But such conditions do not exist in many districts. The ALP and pro-government militias are cheap but dangerous, and Kabul should resist calls for their expansion. Reforms are needed to strengthen oversight, dismiss ALP in the many locations where they worsen security and incorporate the remaining units into the ANSF.** » Source: International Crisis Group (ICG), The Future of the Afghan Local Police, 1er juin 2015: www.crisisgroup.org/asia/south-asia/afghanistan/future-afghan-local-police.

Khaama Press Agency, 17 janvier 2022 :

« **A statement of the General Directorate of Intelligence (GDI) of the Islamic Emirate of Afghanistan said that they have found two caches of ammunitions that belong to the former prominent commander of the Hazara people, Commander Ali Poor.**

The statement on Monday, January 17, 2022, read that the arsenals were located in Behsod district of Wardak province, in the west of Kabul.

As per the statement, the Taliban in the two arsenals found different kinds of weapons, a military motorbike, binoculars, grenades, and thousands of different kinds of bullets.

The GDI said that they are doing further investigation and researches in the area.

In the meantime, the Islamic Emirate of Afghanistan has said that they are conducting operations against warlords all across Afghanistan and will allow no one to have armed activities.

Commander Alipoor was a Hazara warlord who was leading thousands of armed people and was accused of crimes and violation of law during the previous government. »

Source: Khaama Press Agency, Taliban locates arsenals of commander Alipoor, 17 janvier 2022: www.khaama.com/taliban-locates-arsenals-of-commander-alipoor-3467346534/.

Lutfi R Rahimi, janvier 2021 :

« **Armed militia groups: Presence of armed militia groups irrespective of their allegiance as pro- or anti-government have had a negative effect on the psyche of average Afghan household. The militia groups survive on political patronage often provided by key political figures in Kabul (Dereksen, 2017). This inhibits the legal process and the law enforcement. The government has been entangled with the creation of militia groups under different names (Local Police, Public Uprising Forces "Khezesh e Mardomi" or "Harbaki", etc.) as well as to counter Taliban in rural parts of Afghanistan, but so far none of the projects has been effective. For instance, Nezamuddin Qaisari in Faryab - one of the key leaders of Public Uprising Forces in anti-Taliban campaigns in the North - was empowered and supported**

by the government. Later government special forces arrested him, then once again he was released with no public trial or justification (TOLO News, 2020a). Cases like this has frustrated people when the Government does not take responsibility for its failures and mistakes. These local militia projects have imbalanced local power dynamics, encouraged warlordism, crime and, in some cases, incentivized rival groups to develop antigovernment sentiments or even join insurgency. » Source: Lutfi R Rahimi, Afghans' hopes and grievances: An Individual/Community Level Analysis, janvier 2021, p.18: https://biruni.af/wp-content/uploads/2021/05/Afghan_Sources_of_Grievances-Published.pdf.

OFPRA, 18 janvier 2022 :

« 5. Les groupes de soulèvement populaire (Uprising Groups/Forces)

5.1 Présentation générale

[...]

La première occurrence des groupes de soulèvement populaire (Popular Uprising Groups ; wulusi patsunin en pachto ; khezesh-e mardomi en dari) sous ce nom date de 2012, lorsqu'un groupe de talibans d'Andar (Ghazni) s'est rebellé contre le mouvement. Depuis, l'expression uprising group a servi à désigner des forces locales de contre-insurrection soutenues par le NDS. AAN souligne que « ce programme est beaucoup moins transparent que l'ALP ». C'est à partir de 2015 que le recours à ces groupes est devenu plus fréquent, sans prendre la forme d'un programme national systématisé comme l'ALP. Peu d'informations publiques sont disponibles à leur sujet, qu'il s'agisse de leurs effectifs (entre 22 et 500 hommes par groupe, selon AAN), du budget alloué, de l'armement, de la formation, de leurs lieux de déploiement ou de la manière dont leurs commandants et leurs lieux d'opérations sont choisis. De plus, il n'existe pas de mécanisme formel les contraignant à rendre des comptes sur leur action, l'UNAMA rappelant qu'« au regard de la législation afghane, [ces groupes] n'ont aucune base légale ». L'agence centrale du renseignement américain (Central Intelligence Agency, CIA) étant le principal soutien du NDS, il est permis de penser que certains des fonds américains versés aux services de renseignement afghans ont été fléchés vers les groupes de soulèvement populaire, quoiqu'on ignore dans quelle proportion.

L'ambition des groupes de soulèvement populaire – qui devaient être absorbés par l'ALP après quelques mois – était « d'occuper l'espace » dans les endroits trop reculés pour les forces de sécurité régulières ou même pour l'ALP. S'ils ne s'inscrivaient dans aucun cadre légal, les groupes impliquaient plusieurs administrations afghanes : le NDS demandait à des responsables communautaires de désigner des combattants, dont il examinait ensuite la candidature, la Direction indépendante pour la gouvernance locale leur accordait des fonds, et le ministère de l'Intérieur leur fournissait des armes. Ces groupes étaient sous le commandement opérationnel du NDS et de l'ANP.

En certains endroits, ajoute AAN, les groupes de soulèvement populaire ont semblé plus actifs et plus présents que l'ALP. Ce constat vaut particulièrement pour Nangarhar, à partir de la mi- 2017, dans le cadre de la lutte contre la franchise de l'État islamique active en Afghanistan. À l'été 2019, des groupes de soulèvement populaire opéraient dans dix districts de Nangarhar, où ils étaient beaucoup plus visibles que l'ALP, théoriquement présente dans 19 districts de la province.» Source : OFPRA, Afghanistan : Les forces de sécurité locales : l'exemple du district de Hesarak (province de Nangarhar, 2010-2016), 18 janvier 2022 : www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2112_afg_arbakis_alp_hesarak_154295_web.pdf

OFPPA, 2 juin 2021 :

« Résumé : Les milices de soulèvement populaire (Popular Uprising Groups) désignent des groupes armés financés par les services de renseignement afghans destinés à mobiliser la population locale contre les talibans dans le cadre d'une stratégie contre-insurrectionnelle utilisée par les Etats-Unis en Irak. Le premier groupe a été créé en 2013 dans le district d'Andar. Ses membres sont des volontaires, payés par les services de renseignements mais les milices, bien que créées dans le cadre d'une politique publique, sont dénuées d'existence légale et fonctionnent de manière particulièrement opaques. A Nazyan, la milice est financée partiellement par un homme politique local, Haji Zahir Qadir. La majorité des membres de cette milice sont de la tribu Shinwari, majoritaire dans ce district. Ils ont mené des combats contre les talibans mais surtout contre l'Organisation Etat Islamique.

[...]

1. Les milices de soulèvement populaire

Le terme de « soulèvement populaire » (en anglais : « people's uprising », ou bien « public uprising » ou encore « popular uprising ») est utilisé dans le contexte afghan pour désigner des forces armées contre-insurrectionnelles mobilisées au niveau local, soutenues et financées par les services de renseignements (National Directorate Service, NDS). Elles sont soutenues par le gouvernement américain, qui a cherché à adopter une stratégie contre-insurrectionnelle fondée sur le soutien aux structures locales similaire à la stratégie adoptée en Irak. Le NDS étant financé en partie par la CIA, « une partie des fonds de la CIA est destinée aux forces de soulèvement soutenues par le NDS bien que les sommes ne soient pas claires ». Ces milices portent le nom officiel de « forces de soulèvement populaire » ou « de soulèvement public⁵ » (« wolesi patsunin » en pachto et « kehzhesh-e mardomi » en persan).

1.1. Création

Les premières milices officiellement nommées « de soulèvement populaire » ont été créées dans le district d'Andar, situé dans la province de Ghazni, en 2013, d'après un article du journal afghan TOLO News. Toutefois, selon un rapport du think-tank Global Public Policy Institute (GPPI) portant sur le phénomène milicien en Afghanistan, ce terme de « soulèvement populaire » a été utilisé par d'anciens combattants talibans s'étant retournés contre le mouvement insurgé dans le district d'Andar en 2012, protestant notamment contre la fermeture des écoles, avant de désigner officiellement les milices financées par le NDS. Les autorités afghanes et la hiérarchie militaire américaine ont ainsi pris cette mobilisation hostile aux talibans, présentée comme « spontanée », comme un nouveau modèle possible de mobilisation locale, malgré le fait que ces miliciens n'étaient pas progouvernementaux mais s'inscrivaient dans des luttes factionnelles internes aux talibans. [...]

Le recrutement des combattants se fait sur la base du volontariat. Selon un article publié par l'AAN, un témoin du district d'Achin déclare que la majorité des combattants sont des volontaires ayant eux-mêmes perdu des membres de leur famille ou de leur communauté en raison de l'avancée de l'OEI. Selon le journal Le Monde, la majorité des membres des milices de soulèvement populaire ont bénéficié d'entraînements aux armes auprès de la police, la police aux frontières ou encore l'armée nationale.

Le journal The Diplomat cite le cas d'un commandant d'une milice de soulèvement populaire, surnommé « Commandant Abasin », dont les déclarations démontrent l'ambiguïté du soutien des autorités : « J'ai été membre de la police locale, puis j'ai été chargé du "poste" de soulèvement. Nous nous sommes battus durement pendant deux ans contre Daech et les talibans. Et nous continuerons à défendre notre terre au prix de vies. Mais nous avons besoin d'armes, de coordination, de soutien. Et de l'argent : au cours des trois derniers mois, nous n'avons pas reçu de salaire du tout ».

En 2017, TOLO News affirmait qu'il existait des milices de soulèvement populaire dans au moins 17 provinces. Le journal Le Monde cite un chercheur anonyme estimant le nombre de ces milices à « plus de soixante dans tout le pays. Ces milices se sont développées de manière exponentielle en 2017 à Nangarhar dans le cadre de la lutte contre l'Organisation État Islamique (OEI), au point de se trouver dans 10 districts de cette province en 2019 ». Source : OFPRA, Afghanistan : la milice du soulèvement populaire du district de Nazyan, 2 juin 2021 : https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2106_afg_milice_soulevement_populaire_nazyan_152571_web.pdf

OSAR, 31 octobre 2021 :

« Le 30 septembre 2020, les États-Unis ont cessé de financer la police locale afghane (Afghan Local Police, ALP). Lors de sa dissolution, l'ALP comptait environ 18 000 hommes dans 31 des 34 provinces du pays. Pour éviter d'importants déficits en matière de sécurité, ainsi qu'une possible défection au profit des talibans, les membres de l'ALP ont été maintenus au sein des forces nationales de sécurité afghanes (ANSF) : un tiers du personnel a été transféré à l'ANP (Afghan National Police), un tiers à l'ANA-TF (Afghan National Army-Territorial Force), et un tiers a été mis à la retraite. À la mi-avril 2021, l'intégration d'environ 12 000 hommes était terminée. 35 Selon l'inspecteur général spécial des États-Unis pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), le 29 avril 2021, les ANSF comptaient 300 699 hommes : 182 071 membres de l'armée (ANA), sous l'autorité du ministère de la Défense, et 118 628 membres de la police (ANP), sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. » Source: OSAR, Afghanistan : les conditions de sécurité actuelles, 31 octobre 2021, p.11: www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Mittlerer_Osten_-_Zentralasien/Afghanistan/211031_AFG_Conditions_de_sécurité_FR.pdf.

OSAR, 17 février 2021 :

« Zunahme von Angriffen auf Hazara durch Kuchi, den Islamischen Staat Khorasan (IS/Daesh) und die Taliban führten zur Gründung der Jabha-ye Moqawamat. Verschiedenen Quellen stellten in den letzten Jahren fest, dass in Afghanistan zunehmend sektiererisch motivierte Angriffe gegen die religiöse Minderheit der schiitischen Muslime, von denen die meisten auch der ethnischen Minderheit der Hazara angehören, verübt werden; viele dieser Angriffe wurden dem IS/Daesh zugeschrieben (EASO, 2019; AFP, 2021). Laut den Quellen des Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) häuften sich in den Jahren 2015 und 2016 Angriffe der Taliban auf Hazara in der Provinz Maidan Wardak (auch Wardak). Gleichzeitig nahmen auch gezielte Tötungen von Hazara durch den IS/Daesh zu (OFPRA, 2019). Hazaras, die Opfer von Angriffen durch Paschtunen, einschliesslich Taliban und Kuchi (Nomaden) wurden, organisierten eine Selbstverteidigungsbewegung, da sie nicht glaubten, dass sie auf den Schutz der von Paschtunen dominierte Regierung unter den paschtunischen

Präsidenten Hamid Karzai und später Ashraf Ghani zählen können (OFPRA, 2019). Auch das European Asylum Support Office (EASO) eruiert im Konflikt zwischen Hazara und Kuchi und der Unsicherheit in den von Hazara bewohnten Regionen Gründe, die zur Bildung der Jabha-ye Moqawamat (Widerstandsfront) führten (EASO, 2019).

2015 Gründung der Jabha-ye Moqawamat (Widerstandsfront) unter Abdul Ghani Alipur in Maidan Wardak. 2015 wurde die Jabha-ye Moqawamat (Widerstandsfront) unter Abdul Ghani Alipur, einem schiitischen Hazara aus dem Bezirk Behsud in der Provinz Maidan Wardak, gegründet. Laut OFPRA zählte sie etwa 150 Männer, die in den Provinzen Ghor, Daikundi, Ghazni und Maidan Wardak gegen die Taliban kämpften (OFPRA, 2019). Der Anführer Abdul Ghani Alipur (Alipoor/Alipour) ist auch bekannt als Qomandan Shamshir (Shamsheer/Shamsher) oder als Commander Sword (EASO, 2019). Das Afghanistan Analysis Network (AAN) bezeichnete die Jabha-ye Moqawamat als eine autonome bewaffneten Hazara Selbstverteidigungsgruppe (EASO, 2019).

Von den Hazara wird Alipur als Held, Beschützer und «Robin Hood» verehrt, da er sich für die Sicherheit der Hazara einsetzt. Einem Artikel der Washington Post zufolge betrachten die Hazara Alipur als «Helden», weil er sie vor den Taliban beschützt. Alipurs Truppen würden entlang der durch Maidan Wardak führenden Strasse Sicherheit vor den Taliban gewährleisten. Laut Radio Free Europe/Radio Liberty ist Alipur in Maidan Wardak stationiert, seine Gruppe operiert jedoch auch in anderen Teilen Afghanistans, wo die Hazara-Gemeinschaften Sicherheitsprobleme haben (EASO, 2019). Laut Agence France-Presse (AFP) wird Alipur als «Robin Hood» der Hazara gesehen (AFP, 2021). Alipur und seine Anhänger bezeichnen sich als Teil des lokalen Widerstands gegen die Taliban und den IS/Daesh (EASO, 2019). Gemäss AFP rühmt sich die Miliz, auf Strassen zu patrouillieren und Überfälle auf von Taliban kontrollierte Gebiete zu verüben, um Verwandte von Taliban zu entführen, die später als Faustpfand für die Freilassung von Hazara-Geiseln dienen würden (AFP, 2021). Im Zusammenhang mit dem Zusammenstoss zwischen Alipurs Milizen und afghanischen Sicherheitskräften in Behsud im Januar 2021 (vgl. unten: «Verhaftungen von Angehörigen der Jabha-ye Moqawamat») bezeichneten lokale Parlamentsabgeordnete von Maidan Wardak Alipurs bewaffnete Männer als regierungsnahen Kräfte. Das afghanische Innenministerium betont jedoch, dass keine bewaffneten Kräfte legitim seien, wenn sie ausserhalb der Struktur der Sicherheitsbehörden operieren (Tolonews, 30. Januar 2021). [...]

Angst vor neuem Bürgerkrieg nach dem Abzug der amerikanischen Truppen. Die Kriegsreporterin Jane Ferguson berichtete in einem Artikel für PBS NewsHour über ihr Interview mit Alipur. Laut Alipur sei die Regierung nicht in der Lage die Menschen zu schützen, weshalb jede Gemeinschaft gezwungen sei, ihre Sicherheit selbst in die Hand zu nehmen. Dieser Einschätzung stimmt auch Ferguson zu: die Kabuler Behörden seien immer weniger in der Lage, der Zivilbevölkerung Sicherheit zu bieten. Ferguson berichtet über lokale Milizen, die in ihren Gemeinden patrouillieren und andere militante Gruppen bekämpfen. Während sich die USA darauf vorbereiten, ihre Truppen im Rahmen eines Abkommens vom Februar 2020 mit den Taliban abzuziehen, sind die Gespräche zwischen der afghanischen Regierung und den Taliban ins Stocken geraten. Sollte dieser Friedensprozess scheitern, bestehe gemäss Ferguson die ernsthafte Gefahr, dass Konflikte zwischen kämpfenden Gruppen um die Kontrolle von Gebieten ausbrechen. Selbst wenn es zu einer Einigung komme, gebe es keine Garantie, dass die verschiedenen ethnischen Gruppen die afghanische Regierung unterstützen würden. Die vorwiegend schiitische Hazara-Gemeinschaft wird gezielt von sunnitischen Extremisten wie die Taliban verfolgt. Wenn in Doha ein Deal zwischen der afghanischen Regierung und den Taliban

zustande kommt, würden Männer wie Alipur und seine Milizen, die seit Jahren von den Taliban ins Visier genommen werden, entscheiden müssen, ob sie sich auf die Seite der afghanischen Regierung stellen oder nicht (PBS NewsHour, 2021).

Aufrüstung der Jabha-ye Moqawamat. Auch laut einem im Januar 2021 von Agence France-Presse (AFP) publizierten Artikel haben die afghanischen Sicherheitskräfte Mühe, die immer stärker werdenden Taliban in Schach zu halten. Aus Angst vor einem Zusammenbruch der Regierung und einem erneuten Abgleiten des Landes in einen Bürgerkrieg, würden sich die Hazara auf das Schlimmste vorbereiten. Eine von AFP interviewte Person berichtete, dass sie nun wie tausende andere bewaffnete Hazara-Kämpfer bereit sei, auf einen einzigen Anruf ihres Kommandanten Abdul Ghani Alipur mobilisiert zu werden (AFP, 2021).

Afghanischen Regierung in einer schwierigen Position gegenüber der Jabha-ye Moqawamat. Laut AFP wird das Wachstum der Jabha-ye Moqawamat und ähnlicher bewaffneter Gruppen für die afghanische Regierung immer problematischer, da sie den Aufbau unabhängiger Kampftruppen nicht zulassen will, aber auch befürchtet, dass ein hartes Durchgreifen die Konfrontation mit den Gemeinschaften, die sie unterstützen, entfachen würde (AFP, 2021). [...]

2018: schwere Vorwürfe der afghanischen Regierung gegen Alipur und die Jabhayemoqawamat. Laut den Quellen von OFPRA beschuldigte die afghanische Nationale Sicherheitsdirektion (Inlandsgeheimdienst, NDS) Abdul Ghani Alipur, eine illegale bewaffnete Gruppe von 350 Personen anzuführen, die in kriminelle Aktivitäten wie Erpressung und Belästigung der Bevölkerung, Erpressung von Händlern und Angriffe auf Sicherheitskräfte verwickelt sei. Der Sprecher des Innenministeriums erklärte, Abdul Ghani Alipur sei ein Räuber und Mörder. Ein Beamter sagte, Abdul Ghani Alipur und seine Anhänger hätten es auf Paschtunen abgesehen und würden diese beschuldigen, Taliban oder antischiitische Aktivisten zu sein (OFPRA, 2019). Auch laut den von EASO genutzten Quellen warf die afghanische Regierung Alipur Angriffe auf afghanische Sicherheitskräfte und Erpressungen entlang der Strasse von Maidan Shar nach Jalrez und Bamiyan vor (EASO, 2020). Die Behörden beschuldigten Alipur ausserdem, illegale Waffen zu besitzen (EASO, 2019). Laut al Jazeera wurde Alipur zur Last gelegt, schwere Übergriffe vor allem gegen ethnische Paschtunen in der Region Maidan Wardak, begangen zu haben. (Al Jazeera, 2018).

Verhaftung von Alipur November 2018. Nach Angaben von Pajhwok Afghan News nahmen Sicherheitskräfte Ende November 2018 Alipur in der Hauptstadt Kabul fest (EASO, 2019). Ein früherer Versuch ihn in der Provinz Ghor festzunehmen, endete in einer Schiesserei, bei der zwölf Menschen getötet wurden (Al Jazeera, 2018). Andere Quellen gehen von vier Polizisten und sieben Zivilpersonen aus, die bei diesem Verhaftungsversuch ums Leben kamen (OFPRA, 2019, vgl. unten: «Zusammenstoss von Alipurs Milizen mit afghanischen Sicherheitskräften in Behsud, Januar 2021»).

Gewaltsame Proteste nach Alipurs Verhaftung. Seine Verhaftung löste in Kabul, Bamiyan und Mazar-e-Sharif gewaltsame Proteste von Hazara aus, bei denen sie seine Freilassung forderten (OFPRA, 2019). Die Proteste begannen in Dasht-e Barchi, einem überwiegend von Hazara bewohnten Gebiet in Kabul. Verschiedene Quellen berichteten, dass während der Proteste, die zwei Tage dauerten, Demonstrierende und Polizeikräfte verletzt und Kontrollpunkte in Brand gesetzt wurden (EASO, 2019). Dabei seien laut dem afghanischen Innenministerium Dutzende Polizeikräfte durch Steinwürfe verletzt, mindestens acht Sicherheitskontrollpunkte

und Rekrutierungszentren niedergebrannt und 19 Fahrzeuge beschädigt wurden. Demonstrierende hingegen sagten, dass die Polizei sieben Menschen getötet und 70 weitere verletzt habe (Al Jazeera, 2018). Proteste und einflussreiche Unterstützer führten zur Freilassung von Alipur. Aufgrund der Proteste und mit der Unterstützung einflussreicher Hazara-Führern wurde Alipur bereits zwei Tage nach seiner Verhaftung wieder freigelassen. Auch der Vorsitzende der Hazara Partei Hezb-e Wahdat, Mohammad Karim Khalili, hat die Verhaftung von Abdul Ghani Alipur verurteilt (OFpra, 2019). Das Nationale Sicherheitsdirektorat (NDS) liess Alipur gegen Kaution frei, die zuständigen Justizbehörden würden jedoch die Vorwürfe gegen ihn prüfen (EASO, 2019). [...]

Zusammenstoss von Alipurs Milizen mit afghanischen Sicherheitskräften in Behsud, Januar 2021. Ende Januar 2021 berichteten verschiedene Medien wie die New York Times über Kämpfe zwischen bewaffneten Milizionären unter dem Kommando von Abdul Ghani Alipur gegen Regierungstruppen um die Kontrolle über ein Bezirkszentrum in Maidan Wardak (New York Times, 2021). Auch laut ACLED übernahm Alipurs Miliz die Kontrolle über den Hisa i Awali Behsud Distrikt, nachdem es zu Zusammenstössen zwischen der Miliz mit afghanischen Sicherheitskräften gekommen sei. Vorher hätten die afghanischen Sicherheitskräfte bei einem Protest mehrere Zivilpersonen getötet (ACLED, 2021).

Lokale Bevölkerung protestierte gegen die Anwesenheit von Spezialeinheiten in Behsud. Laut Tolonews kamen am 29. Januar 2021 Mitglieder von Spezialeinheiten aus Kabul, Bamiyan und Maidan Wardak nach Behsud, um den neuen Polizeikommandanten von Behsud vorzustellen. Eine Quelle sagte jedoch gegenüber Tolonews, dass die Spezialeinheiten nach Behsud geschickt worden seien um Alipur zu verhaften. Ihre Anwesenheit löste bei der lokalen Bevölkerung Besorgnis aus und sie begannen gegen deren Anwesenheit zu protestieren. Der Protest entwickelte sich zu einer gewalttätigen Auseinandersetzung. Die afghanische Regierung machte die illegal bewaffneten Männer von Alipur für die Gewalt verantwortlich, während lokale Politiker und Alipur die Polizei für die Gewalt verantwortlich machten. Alipurs Kräfte beschlagnahmten während des Zusammenstosses einen Panzer, ein Polizeifahrzeug und einige Waffen von den Regierungstruppen (Tolonews, 3. Februar 2021). » Source: OSAR, Afghanistan: Jabha-ye Moqawamat, 17 février 2021: <https://asylwiki.osar.ch/attachment/download/4553>.

OSAR, 19 novembre 2020 :

« Une personne affiliée à une milice d'autodéfense hazara pourrait être ciblée par les talibans. Dans ce cas toutefois, il est possible que cela soit en raison de ses liens avec le gouvernement aussi bien qu'en raison de son appartenance ethnique. **Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 19 novembre 2020 par une personne de contact qui est une spécialiste de l'Afghanistan, il est tout à fait possible qu'une personne affiliée à une milice d'autodéfense hazara soit ciblée par les talibans, même si cette personne ne tient pas un rôle de combattant. La position officielle des talibans est qu'ils ne ciblent pas les Hazaras uniquement sur la base de leur appartenance ethnique, mais qu'ils se concentrent sur les personnes qui travaillent ou qui collaborent avec le gouvernement afghan. Si les talibans estiment qu'une personne est affiliée à un groupe qui travaille pour, ou soutient, le gouvernement, celle-ci devient alors une cible légitime et ceci quel que soit son appartenance ethnique.** En ce qui concerne le groupe El/Daesh, la personne de contact estime que celui-ci cible clairement les chiïtes Hazaras en raison de leurs croyances religieuses, mais également parce que des Hazaras ont combattu contre leur groupe en Syrie. » Source: Organisation suisse

d'aide aux réfugiés (OSAR), Risques liés à l'appartenance à une milice hazara dans la province de Ghazni, 19 novembre 2020, p.9.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Afghanistan ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter.